

Brochure n° 3072 | Convention collective nationale

IDCC : **3205** | **COOPÉRATIVES DE CONSOMMATION**
(23 novembre 2018)

Avenant n° 0924 du 3 février 2023
relatif aux salaires

NOR : ASET2350819M

IDCC : 3205

Entre l'(les) organisation(s) professionnelle(s) d'employeur(s) :

FNCC,

d'une part,

et le(s) syndicat(s) de salariés :

FGTA FO ;

FNAA CFE-CGC,

d'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

Le présent accord vise à améliorer les dispositions de la convention collective.

Les partenaires sociaux souhaitent que les dispositions du présent accord s'appliquent à toutes les entreprises de la branche considérant qu'il n'y a pas lieu de prévoir des modalités spécifiques pour les entreprises de moins de 50 salariés.

Article 1^{er} | Valorisation de l'ancienneté

L'article 34 « Congés d'ancienneté » est modifié comme suit :

- « La durée des congés d'ancienneté est de :
- 2 jours après 20 ans de services coopératifs ;
- 3 jours pour 25 ans de services coopératifs ;
- 4 jours pour 30 ans de services coopératifs. »

Article 2 | Amplitudes de travail

L'article 23.I est complété des dispositions suivantes :

- « L'amplitude maximale des horaires est fixée à 12 heures par jour et la durée des coupures est plafonnée à 4 heures. »

Article 3 | Prime de transport

Les coopératives sont invitées à négocier avec leurs institutions représentatives du personnel les conditions et modalités de mise en place d'une prime de transport privilégiant le plus possible les déplacements collectifs et non émetteurs de CO₂.

Article 4 | Date d'application

Les dispositions du présent avenant sont applicables au 1^{er} février 2023.

Article 5 | Révision et dénonciation

Le présent accord pourra être révisé dans les conditions prévues par les articles L. 2261-7 et L. 2261-8 du code du travail. Il pourra être dénoncé par les parties signataires dans les conditions prévues aux articles L. 2261-9 et suivants du code du travail.

Article 6 | Formalités. Publicité

Cet avenant fera l'objet des formalités de dépôt prévues aux articles L. 2231-6 et suivants du code du travail et d'une demande d'extension.

Fait à Paris, le 3 février 2023.

(Suivent les signatures.)